

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 628 / Juillet 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2020

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

Un début d'année encourageant, peu impacté par la crise sanitaire

En début d'année 2020, les indicateurs économiques sont bien orientés. Les répercussions du confinement débuté le 17 mars ne sont pas encore visibles. L'impact de la crise sera examiné sur la base des données disponibles, arrêtées au 30 juin, et fera l'objet d'une publication spécifique. Fin mars, seuls les indicateurs touristiques pâtissent de la fermeture des frontières et des interdictions de voyager. La consommation des ménages est bien orientée malgré quelques signes d'affaiblissement. Le marché du travail reste bien orienté et l'investissement des entreprises est dynamique.

Les importations à destination des ménages sont en hausse, toutefois la baisse des immatriculations de véhicules de tourisme et de l'encours des crédits à la consommation traduit un fléchissement de la consommation des ménages.

L'investissement des entreprises est dynamique. Les importations de biens d'investissement accélèrent, après un trimestre de croissance modérée. La croissance de l'encours des crédits d'investissement accélère après un net ralentissement en fin d'année 2019.

Le déficit commercial de l'archipel s'améliore malgré des exportations en fort repli.

Au niveau sectoriel : l'activité du secteur halieutique rebondit tandis que celle du secteur touristique se contracte.

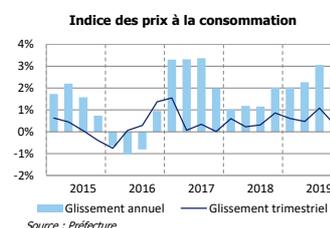
Les prix à la consommation ralentissent

Les données de l'IPC au 31 mars 2020 sont indisponibles, en raison du confinement mis en place le 17 mars 2020 sur l'archipel. Les données sont arrêtées au 31 décembre 2019.

Après un rebond au trimestre précédent, la croissance de l'indice des prix à la consommation ralentit au 4^e trimestre 2019 (+0,3 % sur trois mois après +1,1 % au 3^e trimestre 2019).

Ce ralentissement est attribuable à la baisse du prix des fruits (-4,2 % après +1,4 % au 3^e trimestre 2019), de la viande (-0,8 % après +0,6 % au 3^e trimestre 2019), des assurances (-0,8 % après +0,1 % au 3^e trimestre 2019) et de l'entretien et réparation du logement (-0,3 % après 0,0 % au 3^e trimestre 2019). À l'inverse, les prix augmentent pour les autres biens et services (+2,0 % après +0,2 % au 3^e trimestre 2019), pour les loisirs et la culture (+1,1 % après +0,2 % au 3^e trimestre 2019) et pour les sucres, confitures, miel, chocolats et confiseries (+4,3 % après -0,9 % au 3^e trimestre 2019).

Sur 12 mois, le ralentissement de la croissance des prix à la consommation se confirme (+2,5 % après +3,1 % au 3^e trimestre, +2,3 % au 2^e trimestre et +2,0 % au 1^{er} trimestre 2019). Ce ralentissement est porté par la réduction des prix des fruits (-2,6 %), des assurances (-0,5 %), des produits et appareils thérapeutiques (-0,7 %) et des carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (-0,5 %). À l'opposé, les prix augmentent pour le fioul de chauffage (+6,6 %) et les articles d'habillement et articles chaussants (+5,9 %).



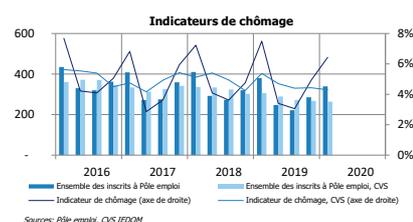
Bien orienté, le marché du travail rebondit

Le marché du travail demeure bien orienté au premier trimestre 2020. L'impact des 2 semaines de confinement fin mars n'est pas visible dans les données.

Fin mars 2020, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 204 personnes, en diminution sur un an (-14,3 %). Le nombre de DEFM toutes catégories s'inscrit en baisse (-10,8 %) à 339 personnes, le nombre le plus bas pour un premier trimestre depuis 2015¹.

Corrigés des variations saisonnières, la même tendance se confirme : le nombre de DEFM de catégorie A est en baisse sur trois mois (-2,9 %, CVS) ainsi que le nombre de DEFM toutes catégories (-1,5 %, CVS).

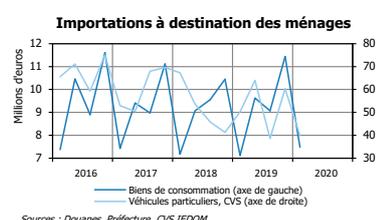
Le taux de chômage des DEFM de catégorie A est en baisse au 1^{er} trimestre de l'année (-1,1 point sur un an) et s'établit à 6,4 %. Corrigé des variations saisonnières, l'indicateur de chômage est stable sur trois mois à 4,4 %.



La consommation des ménages s'affaiblit mais reste bien orientée

La consommation des ménages montre quelques signes de fléchissement au 1^{er} trimestre de l'année, après le rebondissement au 4^e trimestre 2019.

Au 1^{er} trimestre 2020, la croissance des importations à destination des ménages reste dynamique mais ralentit (+5,1 % en glissement annuel après +9,5 % au 4^e trimestre 2019) pour s'établir à 7,5 millions d'euros. Cette hausse est attribuable aux importations de biens durables (+6,7 %) et aux importations de biens alimentaires (+6,0 % après -5,2 % et -0,4 % au 4^e et 3^e trimestre 2019). Enfin, les importations de biens non alimentaires augmentent à un rythme plus lent (+1,6 % après +11,5 % au 4^e trimestre 2019).



Après un rebond au 4^e trimestre 2019 (+55,9 %, CVS), les ventes de véhicules² de tourisme diminuent sur trois mois au premier trimestre de l'année (-31,6 %, CVS). Cette tendance se confirme en glissement annuel où les ventes de véhicules de tourisme se contractent (-25,0 %, CVS contre +46,0 %, CVS au 4^e trimestre 2019).

L'encours des crédits à la consommation connaît une nette baisse au premier trimestre de l'année (-9,5 % sur trois mois contre +8,4 % au trimestre précédent) et s'établit à 20,8 millions d'euros. En glissement annuel, la croissance de l'encours des crédits à la consommation ralentit (+4,1 % contre +7,9 % au trimestre précédent).

L'investissement des entreprises rebondit

L'investissement des entreprises rebondit au 1^{er} trimestre de l'année, après un ralentissement au trimestre précédent.

Les importations de biens d'investissements accélèrent (+11,9 % en glissement annuel) après une croissance modérée au 4^e trimestre 2019 (+3,0 %) pour s'établir à 7,6 millions d'euros. Cette hausse est attribuable au rebond des importations de biens d'équipement (+11,4 % après -15,4 % au 4^e trimestre 2019). Les importations de biens intermédiaires augmentent à un rythme plus faible (+12,8 % après +33,9 % au 4^e trimestre 2019).



Après trois trimestres de hausse continue, les ventes de véhicules utilitaires² diminuent sur trois mois (-24,3 %, CVS contre +18,1 %, CVS au 4^e trimestre, +17,9 %, CVS au 3^e trimestre et +5,6 %, CVS au 2^e trimestre 2019). Cependant, en glissement annuel, les ventes de véhicules utilitaires augmentent (+11,3 %, CVS).

Après un net ralentissement au 4^e trimestre 2019, l'encours des crédits d'investissement accélère au premier trimestre de l'année (+2,0 % sur trois mois après +0,4 % au trimestre précédent) pour atteindre 39,7 millions d'euros. Ce dynamisme se confirme en glissement annuel (+7,3 % après +4,9 % au 4^e trimestre 2019).

Échanges commerciaux en baisse

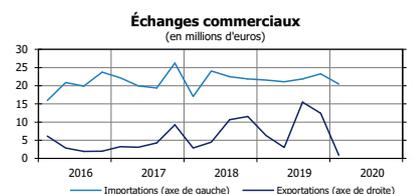
Les importations totales de l'archipel diminuent en début d'année (-5,2 % en glissement annuel après +6,4 % au 4^e trimestre 2019) pour atteindre 20,4 millions d'euros. Cette diminution est attribuable aux importations de combustibles, en baisse de 29,8 %. Hors combustibles, la hausse des importations se poursuit (+8,4 % après +6,7 % au 4^e trimestre) en raison d'une accélération des importations à destination des entreprises (+11,9 % après +3,0 % au 4^e trimestre 2019) alors que les importations à destination des ménages ralentissent (+5,1 % après +9,5 % au 4^e trimestre 2019). Les deux semaines de confinement ne semblent pas avoir impacté les

1 Les données détaillées des DEFM sont disponibles depuis décembre 2014.

2 Compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés, les variations des ventes de véhicules doivent être interprétées avec précaution.

importations du mois de mars 2020 qui se sont réduites à un rythme similaire au mois de février (respectivement -3,8 % et -3,3 % en glissement annuel) après une baisse plus prononcée en janvier (-8,0 %).

Après un ralentissement en fin d'année 2019, les exportations totales sont en baisse au 1^{er} trimestre 2020 (-85,8 % en glissement annuel après +8,1 % au 4^e trimestre 2019) pour s'établir à 0,2 million d'euros, le montant le plus faible depuis le 4^e trimestre 2015³. Cette réduction est attribuable aux trois catégories d'exportations (biens de consommation, biens d'investissement et combustibles). Les exportations de biens de consommation ont décliné de 48,5 % en raison d'une baisse des exportations de produits de la mer (-50,0 %) qui représentent 96,3 % de ces exportations. Les exportations de biens d'équipement chutent de 92,1 % tandis que les exportations de biens intermédiaires augmentent légèrement (+3,6 %). Enfin, après une année de dynamisme les exportations de combustibles⁴ sont en réduction (-99,0 %) en raison d'avitaillement de navires étrangers au 1^{er} trimestre 2019. Ainsi, les exportations hors combustibles baissent de manière moins soutenue (-58,2 %). Les deux semaines de confinement ne semblent pas avoir impacté les exportations du mois de mars 2020 qui ont faiblement baissé (-1,4 % en glissement annuel). Les deux premiers mois de l'année ont connu des baisses plus prononcées (respectivement -98,8 % et -94,7 %).

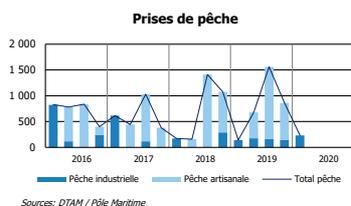


Source : Douanes

Le déficit habituel de la balance commerciale s'améliore en glissement annuel (-0,2 % après +6,3 % au 4^e trimestre 2019) et atteint 20,3 millions d'euros. Le taux de couverture continue de se réduire pour s'établir à 0,9 % au 1^{er} trimestre de l'année (contre 10,7 % au 4^e trimestre 2019).

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

Augmentation des prises de la pêche industrielle

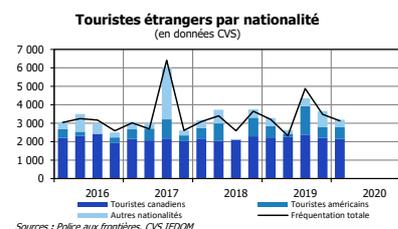


Sources : DTAM / Pôle Maritime

Les prises de pêche industrielle, qui totalisent l'ensemble des prises du secteur ce trimestre, retrouvent de la vigueur (+62,8 % sur un an) au premier trimestre 2020 pour s'établir à 230 tonnes. Cette hausse est due en majeure partie aux prises de morue (+108,4 %) qui représentent 65,7 % des prises totales à 151 tonnes. Dans une moindre mesure, l'augmentation est due aux prises de lieu noir (multipliées par plus de 6 sur un an) à 12 tonnes, de flétan blanc (multipliées par plus de 2,5 sur un an) à 12 tonnes et de sébaste (+9,7 % sur un an) à 29 tonnes.

Les prises de pêche artisanale sont nulles au 1^{er} trimestre 2020, la saison n'ayant pas encore débuté au 1^{er} trimestre.

Un début d'année en repli pour le secteur touristique⁵



Sources : Police aux frontières, CVS JEDOM

Le secteur touristique connaît un début d'année difficile. À partir du 17 mars, il a pâti de l'arrêt total des liaisons maritimes vers Terre-Neuve et d'une réduction drastique des liaisons aériennes à un vol toutes les deux semaines vers Montréal (contre 9 vols vers le Canada par semaine en temps normal).

Au 1^{er} trimestre de l'année, le trafic total de passagers arrivant sur l'archipel poursuit sa baisse (-12,4 %, CVS sur trois mois après -7,9 %, CVS au 4^e trimestre 2019). Cette contraction est attribuable à la baisse du

trafic aérien (-12,4 %, CVS) et du trafic maritime (-12,6 %, CVS).

Cette tendance se confirme en glissement annuel : le trafic total diminue (-7,3 %, CVS sur trois mois). Suite à la fermeture des frontières en mars 2020, le trafic total de passagers arrivant sur l'archipel au 1^{er} trimestre a connu sa plus forte baisse en glissement annuel depuis 1999⁶ (-18,1 %, non corrigé des variations saisonnières). Le nombre de passagers est à son niveau le plus bas depuis le 1^{er} trimestre 2015.

Au 1^{er} trimestre 2020, le nombre de touristes étrangers continue de se contracter (-10,0 %, CVS sur trois mois après -28,6 %, CVS au 4^e trimestre 2019). La fréquentation des touristes canadiens et d'autres nationalités s'inscrit en baisse (respectivement -2,9 %, CVS et -52,9 %, CVS).

En glissement annuel, le nombre de touristes étrangers poursuit sa baisse en début d'année 2020 (-2,3 %, CVS après -4,7 %, CVS au 4^e trimestre 2019). Cette diminution est due à une baisse de la fréquentation canadienne (-3,7 %, CVS) et de touristes d'autres nationalités (-3,8 %, CVS).

3 Date du passage à Sydonia.

4 Les exportations de combustibles sont notamment les ventes de fuel et de gazole à des navires étrangers et les exportations de déchets d'huile de pétrole ou de minéraux bitumineux.

5 Les données CVS ont été revues au 1^{er} trimestre 2020.

6 Date à partir de laquelle les données sont disponibles.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE CANADIENNE SE CONTRACTE

L'activité économique canadienne s'est contractée au 1^{er} trimestre de l'année 2020 après 3 trimestres de ralentissement (-2,1 % après +0,1 % au 4^e trimestre 2019, +0,3 % au 3^e trimestre et +0,9 % au 2^e trimestre). Cette baisse, la plus importante depuis le 1^{er} trimestre 2009, est notamment due à la pandémie de Covid-19 qui a entraîné une réduction des dépenses des ménages (-2,3 %) et la fermeture des entreprises non essentielles. La baisse des exportations et des importations se poursuit de façon plus prononcée au 1^{er} trimestre 2020 (respectivement de -3,0 % et -2,8 %) en raison des barrages ferroviaires de février, de la fermeture des usines de production et des frontières en mars, et de la baisse de la demande. Le taux d'épargne des ménages a augmenté de 2,5 points passant de 3,6 % à 6,1 % au 1^{er} trimestre 2020.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,9 % sur un an en mars 2020 (contre +2,2 % en décembre 2019), soit la croissance d'une année à l'autre la plus ralentie depuis septembre 2006. En excluant l'énergie, l'IPC a augmenté de 1,7 %. L'indice des prix du logement (+1,9 %) est le principal contributeur à la hausse de l'IPC au 1^{er} trimestre 2020 alors que les consommateurs ont dépensé moins pour les transports (-1,2 %) et pour les loisirs, la formation et la lecture (-0,5 %). Les prix de l'énergie ont diminué de 11,6 % sur un an (contre 5,5 % en décembre 2019) en raison des prix faibles du pétrole brut qui ont contribué à la réduction des prix du mazout (-9,5 %), conséquence de la baisse de la demande liée au ralentissement de l'activité économique mondiale en pleine pandémie de Covid-19, à un excès d'offre ainsi qu'une hausse des prix de l'essence en mars 2019. Le ralentissement de l'IPC a été le plus marqué dans les provinces atlantiques où le mazout est fréquemment utilisé pour le chauffage des logements. La croissance des prix des services s'est ralentie (+2,0 %) principalement en raison de la baisse dans les services touchés par les suspensions de vols et les restrictions de voyages.

Le taux de chômage canadien a augmenté de 2,2 points en mars 2020 à 7,8 %, l'augmentation mensuelle la plus importante depuis 1976 et correspond à un niveau de taux de chômage observé pour la dernière fois en octobre 2010. Cette hausse est en majeure partie attribuable aux mises à pied temporaires, les travailleurs envisageant de reprendre leur emploi dans les 6 mois à venir. La hausse du taux de chômage s'est produite dans toutes les provinces sauf à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard. La croissance la plus forte a été observée chez les jeunes de 15 à 24 ans (+6,5 points à 16,8 %), le taux le plus élevé depuis juin 1997. L'emploi est en forte baisse en mars 2020 (-5,3 %). La diminution a été plus marquée dans le secteur privé (-6,7 %) que dans le secteur public (-3,7 %). La baisse d'emploi la plus élevée a été enregistrée chez les jeunes (-15,4 %). Les femmes de 25 à 54 ans ont été deux fois plus touchées par la réduction de l'emploi (-5,0 %) que les hommes du même groupe d'âge (-2,0 %). Les emplois précaires ont été plus fortement impactés avec une perte de 14,5 % des emplois contre 5,3 % pour les travailleurs occupant un emploi permanent. Enfin, la réduction d'emploi a été plus prononcée dans les secteurs des services d'hébergement et de restauration (-23,9 %) et l'information, la culture et les loisirs (-13,3 %).

Source : Statistique Canada.

UNE CONTRACTION DEJA MARQUEE DE L'ACTIVITE MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE

Les dernières perspectives économiques publiées par le FMI sont particulièrement incertaines pour l'année 2020 dans un contexte de crise sanitaire mondiale ayant de graves répercussions sur l'activité économique. Selon le scénario de base retenu (hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre 2020), le PIB mondial devrait enregistrer un repli de 3 % sur l'année. Ces prévisions sont toutefois soumises à de nombreuses inconnues qui pourraient profondément modifier l'absorption des chocs et la reprise de l'activité (évolution de la pandémie, efficacité des mesures de confinement, intensité des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, modification des comportements de consommation, évolution des conditions financières mondiales notamment).

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 1,2 % au premier trimestre 2020, en glissement trimestriel, alors que le confinement a été ordonné à partir du 19 mars dans certains États. Il s'agit de la plus importante baisse enregistrée depuis le quatrième trimestre 2008 lorsque le pays était directement touché par la crise financière. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une chute du PIB de 5,9 %.

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 3,8 % au cours du premier trimestre. Il s'agit du recul le plus marqué depuis le début des séries temporelles en 1995. À fin mars, l'inflation est particulièrement modérée dans la zone (+0,7 %) tandis que le taux de chômage est resté stable par rapport au trimestre précédent (7,4 %). Sur l'année entière, le PIB pourrait enregistrer un repli de 7,5 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

Selon l'Insee, le PIB de la France a diminué de 5,8 % au premier trimestre 2020. Jamais un tel recul n'avait été enregistré depuis le début du calcul de la série trimestrielle en 1949. Cette évolution est principalement liée à l'arrêt des activités « non essentielles » dans le contexte de mise en place du confinement, initié mi-mars. Cela a principalement pesé sur la formation brute de capital fixe, qui chute de 11,8 % sur le trimestre, tandis que la consommation des ménages se replie de 6,1 %. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait reculer de 7,2 % selon le FMI.

Au Japon, la contraction du PIB a été moins marquée durant le premier trimestre (-0,9 %). Cela s'explique principalement par le fait que l'archipel a été touché dans une moindre mesure par la pandémie, sans qu'un confinement strict de la population n'ait été imposé. Pour 2020, le FMI table néanmoins sur une baisse du PIB de 5,2 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 1,0 % en 2020. Les pays asiatiques seraient les plus résilients face à la crise (+1 % de croissance anticipée), à l'inverse des pays émergents et en développement d'Europe et d'Amérique latine (-5,2 % pour ces deux sous-groupes).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 18 mai 2020.